



Les militant.es de la FSU 58 apportent tout leur soutien aux salarié·es des raffineries en grève et dénoncent les réquisitions du gouvernement qui constituent clairement une attaque contre le droit syndical.

Il est inadmissible qu'un ministre puisse déclarer qu'une grève est "illégitime".

Ces attaques visent à décrédibiliser un mouvement social qui porte des revendications justes.

Au-delà de ce positionnement gouvernemental hautement problématique se pose aussi la question de la réalité sociale et économique. Quelle est-elle ?

A l'Éducation nationale, à la place du plan d'urgence que la FSU réclame depuis des mois, pour assurer nos missions, le gouvernement nous propose de rédiger des projets pour obtenir des financements, mettant en concurrence les établissements entre eux sans tenir compte des besoins.

Quelques moyens nous sont promis pour septembre 2023, mais ils sont bien loin de ce que nous réclamons, et il n'existe pas de promesse d'un plan pluriannuel d'investissement dans notre service public.

Au contraire, la casse des services publics continue :

Ce matin, nous étions rassemblé·es devant la Direction Académique pour dénoncer la réforme des lycées professionnels, qui livre la filière pro aux entreprises. En effet, la diminution drastique du nombre d'heures consacrées aux enseignements généraux : français, histoire-géographie, mathématiques aux profit des stages en entreprises, remet violemment en cause la mission éducative et émancipatrice du lycée professionnel.

Pourquoi dénier ce droit à une partie de nos jeunes ? Pour en faire des futurs employés corvéables, adaptables et soumis, ayant acquis seulement quelques fondamentaux pour pouvoir effectuer les tâches qu'on leur demande ?

Suite à la mobilisation du 29 septembre sur les salaires, la situation sociale est montée d'un cran. Dans toute la France, la mobilisation interprofessionnelle est massive pour exiger l'augmentation des salaires, pour faire reculer le gouvernement sur son vague projet de contre-réforme des retraites et pour défendre le service public. Ce midi, nous sommes encore là pour dénoncer, dans le public comme dans le privé, l'absence de mesures salariales, c'est le choix politique d'un refus de partage des richesses.

La FSU continue d'exiger une augmentation de rémunération immédiate de 300 euros nets sans contrepartie pour l'ensemble des personnels. Pour financer le service public et permettre la réussite et le bien-être des élèves, il faut prendre l'argent où il est, sur les profits, et non sur les salaires et les retraites.

Notre combat est légitime. Il porte un idéal de société plus juste, au profit de toutes et tous.

